

**Irène Frachon**

*CHU de Brest*

## Figure du lanceur d'alerte : le cas du Mediator

### *Entretien*

**Romain Badouard** : L'affaire du Mediator a popularisé en France la notion de « lanceur d'alerte<sup>1</sup> ». Vous reconnaissez-vous dans cette expression ?

**Irène Frachon** : Oui et non. Les lanceurs d'alerte sont une notion et presque une « mode » récente ! Je n'en avais jamais entendu parler avant l'affaire du Mediator. J'en ai beaucoup entendu parler depuis, j'ai lu sur le sujet et ai échangé avec différents spécialistes. Francis Chateauraynaud distingue par exemple les lanceurs d'alerte des *whistleblowers*<sup>2</sup>. Moi, j'ai été lanceur d'alerte sur la dangerosité du Mediator, mais de manière professionnelle : j'ai commencé à faire des fiches de pharmacovigilance à partir de 2007 concernant des effets secondaires que je pensais être liés au Mediator. Déclarer tous les cas suspects de toxicité d'un médicament est une obligation médico-légale, j'ai donc suivi les canaux officiels. Ce qui est particulier, c'est qu'au début de ces premières alertes j'ai commencé à enquêter de façon scientifique et j'ai donc moi-même vérifié que cette alerte était juste, ce qui a abouti au retrait du Mediator. Je ne me suis pas contentée

de lancer une alerte en laissant l'Agence nationale de sécurité du médicament prendre le relais, car quelque chose me disait qu'elle ne ferait pas le boulot : alors je l'ai fait à sa place. J'ai apporté, petit à petit, les preuves que cette alerte était solide et qu'il fallait interdire le Mediator. Il m'a fallu deux ans et demi. J'ai commencé en février 2007, et le Mediator a été retiré en novembre 2009. Jusque là j'étais dans une démarche de pharmacovigilance, certes très active, mais assez standard. C'est plus tard que je suis sortie des clous, que j'ai franchi la ligne rouge en devenant *whistleblower*. Quand j'ai vu qu'il n'y allait avoir aucun relais de cette alerte, aucun avertissement vis-à-vis des victimes, que tout passait sous le tapis, je me suis dit que c'était inadmissible, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, beaucoup de victimes ne sauraient jamais qu'elles étaient malades à cause du Mediator ; et d'autre part, j'avais surtout des preuves écrites d'un crime organisé, industriel, de la part du laboratoire Servier. Pour ces raisons, il me paraissait impossible de ne pas faire connaître la toxicité du Mediator pour que les victimes se reconnaissent, et d'autre part faire connaître des délits extrêmement graves

de la part de Servier. J'ai donc décidé d'écrire un livre, qui a été publié en juin 2010. Là, pour moi, il ne s'agit pas d'une alerte, mais de la dénonciation d'un crime.

**R. B. :** L'affaire du Mediator, au-delà du scandale sanitaire, est aussi l'affaire des conflits d'intérêts entre les groupes pharmaceutiques et les agences sanitaires en France. Comment limiter ces conflits ?

**I. F. :** L'Agence nationale de sécurité du médicament est mise en examen actuellement. Elle a été soufflée par l'affaire du Mediator. Si elle a volé en éclat, c'est qu'il s'est avéré qu'en réalité elle était sous le contrôle de laboratoires qu'elle était censée contrôler. C'est un phénomène de captation du régulateur par le biais de collusions, de trafics, de liens divers et variés qui vont de la corruption pure et dure aux liens d'influence, à la collaboration, etc. Tout ce tissu d'influence a créé une toile d'araignée dont l'agence a fini par être prisonnière, comme un misérable moucheron face à l'industrie pharmaceutique. C'est aussi ce qu'a révélé l'affaire du Mediator, et ce qui explique que l'agence ait pu laisser commercialiser quasiment en toute connaissance de cause un poison mortel identifié depuis au moins dix ans. Le scandale a abouti à des changements réglementaires, une nouvelle loi sur le médicament, une nouvelle loi sur la transparence et un durcissement important de la prévention des conflits d'intérêts. Des efforts importants ont été faits. Sont-ils suffisants pour prévenir d'autres scandales de ce type à l'avenir ? Rien n'est moins sûr...

**R. B. :** Considérez-vous que les pouvoirs publics ont joué leur rôle à ce niveau là ?

**I. F. :** J'ai été surprise en bien par la réaction des « politiques ». Les pouvoirs publics se sont engagés très vite quand le scandale a éclaté, notamment Xavier Bertrand, puis Marisol Touraine et l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux – tout comme la justice, en

ouvrant des enquêtes. Ce qui me terrifie aujourd'hui, c'est de constater que malgré cet engagement, nos institutions sont trop faibles pour résister à de véritables hors-la-loi qui défient sans vergogne l'État ou la justice. Il y a une faiblesse de nos institutions face à la criminalité en « col blanc » qui pose un énorme problème aujourd'hui.

**R. B. :** Dans ce contexte, comment venir en aide aux lanceurs d'alerte, qui se retrouvent souvent seuls face à des acteurs très puissants ?

**I. F. :** La première chose, c'est qu'un lanceur d'alerte est responsable et doit rendre compte de l'alerte qu'il a dévoilée. Il peut à ce titre être condamné s'il n'a pas pris un certain nombre de précautions. Il doit donc anticiper et élaborer sa propre défense. Le rôle d'une maison des lanceurs d'alerte<sup>3</sup> pourrait être de leur faire comprendre la démarche dans laquelle ils s'engagent. Il faut qu'il y ait des structures référentes quand quelqu'un est convaincu qu'il assiste à des comportements à risque qu'il souhaite dénoncer ; il faut qu'il y ait une structure juridique composée de gens qui connaissent le sujet et qui puissent en amont conseiller le lanceur d'alerte. En aval, les lanceurs d'alerte ont à rendre compte, et cela peut parfois être très violent pour eux, comme en témoigne le cas d'Antoine Deltour, à l'origine du scandale LuxLeaks<sup>4</sup>. Celui-ci aurait dû être mieux entouré et protégé. Les journalistes ont également un rôle à jouer. Dans le cas de LuxLeaks, des journalistes n'ont pas été prudents semble-t-il. Il a pu être identifié et c'est anormal : il faut protéger les sources, sécuriser l'identité des lanceurs d'alerte, c'est essentiel. De l'autre côté, quand un lanceur d'alerte se fait attaquer, comme par exemple je l'ai été par Servier, il devrait y avoir des lois qui punissent Servier pour m'avoir attaquée, pour que les menaces ne pèsent pas que sur les lanceurs d'alerte, mais aussi sur ceux qui les empêchent de s'exprimer.

**R. B. :** Si les lanceurs d'alerte manquent de soutiens, ils sont paradoxalement érigés en véritables héros dans la culture populaire. L'affaire du Mediator, notamment, va être adaptée au cinéma par Emmanuelle Bercot. Quel regard portez-vous sur ce phénomène ?

**I. F. :** C'est une culture populaire très récente, et je la trouve intéressante. Derrière la notion de lanceur d'alerte, il y a une grande inquiétude et une prise de conscience que nous ne sommes pas protégés comme nous le pensions par les institutions. C'est aussi une remise en cause de la confiance que l'on accorde aux experts. C'est particulièrement dur dans le domaine médical, car les experts sont des médecins, et c'est le corps médical dans son ensemble qui est bousculé et remis en cause par ces affaires. Mais d'une manière générale, que ce soit nos banquiers, nos constructeurs automobiles, nos fabricants de surgelés, on s'aperçoit qu'on a un système de normes, d'expertise, de contrôle qui ne fonctionne pas si bien que cela. Dès lors, le citoyen ne peut pas se contenter d'avoir une confiance aveugle dans nos mécanismes de régulation, il doit individuellement, ou par petits groupes, voir, enquêter, critiquer. Les lanceurs d'alerte ont rencontré un écho considérable parce qu'ils sont devenus un modèle d'une autre forme de mobilisation citoyenne démocratique, alors que la crise de confiance des citoyens envers le monde politique n'a jamais été aussi grande. Avec l'affaire du Mediator, je savais que je me ferais beaucoup d'ennemis, mais d'un autre côté, je ne m'attendais pas du tout à une telle ferveur de la part de citoyens lambda. Ce qu'ils me témoignent le plus fréquemment, c'est leur reconnaissance vis-à-vis d'une citoyenne ordinaire qui a été capable d'aller jusqu'au bout de la dénonciation de mécanismes qui nous broient, nous les citoyens. On sait qu'on se fait avoir, c'est de plus en plus évident, parce qu'il y a des accapareurs, des prévaricateurs, des lobbies qui cherchent à tirer profit de la communauté. Le sentiment d'impuissance face à ces lobbies est unanimement partagé. Alors que des lanceurs d'alerte

soient capables de bousculer en profondeur un système, cela redonne le moral aux citoyens, cela redonne un certain optimisme et du courage. Alors si la culture populaire permet de s'enhardir, en montrant qu'au sein de ces citoyens, l'indignation collective peut aboutir à de vrais résultats, dans l'intérêt général, c'est positif. Le cinéma a un rôle majeur à jouer dans cette histoire, que ne jouent plus les livres et les journaux, en suscitant émotion mais aussi compréhension de questions fondamentales qui sont soulevées dans le monde médical, notamment à propos de sécurité sanitaire.

**R. B. :** Vous avez été très présente dans les médias pendant et après le scandale du Mediator. Diriez-vous aujourd'hui que les médias ont été une force ou un obstacle dans votre combat ?

**I. F. :** Les médias ont été une très grande force, et le restent aujourd'hui. C'est un bras armé pour les lanceurs d'alerte, ce qui ne m'a pas empêchée de prendre des précautions. J'ai publié un livre avant de passer par les médias, et j'avais donc la maîtrise complète de l'information que j'ai rendue publique. C'est quelque chose à laquelle je tenais absolument. J'avais pensé aller voir des journalistes pour leur confier une partie de l'enquête, et j'en ai conclu que je ne maîtriserais pas suffisamment l'information. Après le lancement du livre, j'ai compris qu'il fallait que les médias soient le relais de l'alerte, pour me protéger et pour avoir une chance que cette alerte rencontre un écho. Avec mon éditeur, on avait pris une attachée de presse, on avait préparé le terrain. Ensuite j'ai fait très attention, vis-à-vis des médias, à contrôler les informations, notamment en étant d'une totale disponibilité pour eux. Pendant les mois qui ont suivi le début du scandale du Mediator, j'ai relu avant leur publication 90 % des papiers qui sont parus dans la presse, avec une relecture technique, pour qu'il n'y ait pas d'erreur. J'avais prévenu les journalistes qu'en tant que non-spécialistes de la question, ils pourraient faire des

erreurs qui pourraient mettre à mal cette alerte. Je leur proposais systématiquement de relire les papiers avec un œil exclusivement technique. Les journalistes ont tous accepté, ce qui a donné une grande puissance à ce relais médiatique, parce qu'il n'y a pas eu de bêtise de publiée.

**R. B. :** Dans de nombreux articles de presse consacrés à l'affaire, il est fait référence à votre foi : dans quelle mesure a-t-elle été une ressource dans votre combat ?

**I. F. :** Si j'étais athée (ce qui m'arrive par intermittence!), j'espère que ça ne changerait rien à mon engagement citoyen. Mon comportement est celui d'un médecin et d'un citoyen. Il existe de multiples références morales, philosophiques, civiques, qui peuvent aboutir au même résultat. À titre personnel, le fait d'être croyante et protestante m'a donné une charpente morale, psychique et spirituelle qui m'a protégée. Par exemple, je me suis dit avant de me lancer qu'il pourrait m'arriver beaucoup d'ennuis : je pourrais être ruinée, désavouée, diffamée de manière extrêmement violente, ce qui reste toujours possible aujourd'hui. Il y a peut-être une dimension transcendante dans la foi, qui pousse à se persuader que ça n'aurait pas tant d'importance, que si l'on a une justification spirituelle ou éthique à agir, on pourrait tenir face à des défaites personnelles « ici-bas ». Mais ça peut être vrai pour des gens qui ont de très fortes convictions philosophiques, éthiques ou humanistes.

**R. B. :** Qu'est-ce que l'affaire du Mediator a changé dans votre vie ?

**I. F. :** Elle a complètement bouleversé ma vie, c'est évident. Cela complique ma vie professionnelle pour des raisons de disponibilités. C'est compliqué de mener à la fois une affaire d'État, un scandale de cette dimension, dont je suis toujours malheureusement le centre, et son métier à temps plein. Par ailleurs, la critique des liens d'intérêt des médecins avec l'industrie pharmaceutique a occasionné une rupture avec une partie de mon réseau professionnel. Mais je suis protégée au sein de mon hôpital, j'ai beaucoup de chance d'être au CHU de Brest. J'ai aussi eu des soutiens politiques importants, de diverses tendances, que je n'avais pas cherchés. J'ai eu un soutien de la presse énorme, qui reste aujourd'hui un pilier très solide et fidèle face à un adversaire aussi puissant et influent que Servier. L'affaire du Mediator a été une rupture dans ma vie, mais je pense aujourd'hui être la même personne, avec les mêmes aspirations. Mon métier reste le même, et je l'exerce de la même façon. Ce que j'aime, c'est m'occuper des gens de façon concrète; je n'ai pas d'ambition professionnelle ni politique. Elle n'a pas changé ma manière de vivre mon métier, et de concevoir ma vie en général, mon rapport aux autres. Je suis beaucoup moins disponible pour mes proches, hélas, mais j'ai toujours le même mari, j'ai toujours mes enfants à mes côtés, et c'est toujours ce qui leur arrive qui est important dans ma vie.

## NOTES

1. D'après Francis Chateauraynaud, la notion de « lanceur d'alerte » revêt deux sens proches : le premier désigne « toute personne, groupe ou institution qui, percevant les signes précurseurs d'un danger ou d'un risque, interpelle une ou plusieurs puissances

d'action, dans le but d'éviter un enchaînement catastrophique » et le second « toute personne ou groupe qui rompt le silence pour signaler, dévoiler ou dénoncer des faits, passés, actuels ou à venir, de nature à violer un cadre légal ou réglementaire ou entrant en

conflit avec le bien commun ou l'intérêt général». Pour plus de précisions voir Chateauraynaud, F., «Lanceur d'alerte», in Casillo I. *et al.* (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013. Disponible en ligne à l'adresse : <[www.participation-et-democratie.fr/fr/node/1435](http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/1435)>, consulté le 28/09/2015.

2. Si les notions de «lanceur d'alerte» et de «*whistleblower*» sont souvent utilisées pour désigner une même réalité, le premier étant parfois (à tort) considéré comme la traduction du second, les dynamiques dans lesquelles ils sont engagés diffèrent : si le lanceur d'alerte cherche à rendre public un risque afin de le faire connaître, le *whistleblower* («celui qui donne un coup de sifflet»)

cherche à arrêter l'activité d'un acteur tiers qu'il juge contraire à l'intérêt général.

3. L'ONG Transparency International France propose de créer des lieux de soutien pour les lanceurs d'alerte, et a organisé un colloque le 2 avril 2015 au siège de la CFDT à Paris en ce sens, auquel a participé Irène Frachon.
4. Antoine Deltour est le lanceur d'alerte à l'origine du scandale «LuxLeaks», qui a mis en évidence les pratiques du Grand-Duché de Luxembourg visant à favoriser l'évasion fiscale de grandes multinationales. Il est poursuivi au Luxembourg pour violation du secret des affaires et blanchiment.